

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Dans l'article 5 de l'arrêté royal du 16 mars 1984 portant des dispositions spéciales relatives aux médicaments destinés aux animaux, les mots « de la province » sont insérés entre les mots « ouverte au public » et « La commande ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mars 1987.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,  
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

F 87 — 1001

**19 MAI 1987.** — Arrêté royal fixant les conditions d'octroi de l'indemnisation pour la non-exécution de projets de construction d'hôpitaux et pour la fermeture et la non-mise en service d'hôpitaux ou de services hospitaliers, ainsi que le mode de calcul de l'indemnisation

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, modifiée par la loi du 8 août 1980 et l'arrêté royal n° 60 du 22 juillet 1982, l'arrêté royal n° 284 du 31 mars 1985 et l'arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986, notamment l'article 6, § 10;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en vertu de l'article 6, § 10, de la loi sur les hôpitaux, une indemnisation peut être octroyée pour la non-exécution de projets de construction d'hôpitaux ainsi que pour la fermeture et la non-mise en service d'hôpitaux ou de services hospitaliers;

Considérant que les conditions d'octroi de l'indemnisation et le mode de calcul ont été fixés par l'arrêté royal du 20 juin 1983, modifié à multiples reprises;

Considérant qu'il s'avère utile pour les gestionnaires des hôpitaux de coordonner l'arrêté précité;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**CHAPITRE 1er. — Dispositions générales**

**Article 1er.** Une indemnisation peut être accordée dans les limites des crédits prévus au budget du Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales et conformément aux règles fixées par le présent arrêté pour :

1° les frais occasionnés par l'étude et l'élaboration de projets de construction qui ont fait l'objet d'un accord de principe à condition de renoncer à leur exécution totale ou partielle;

2° les frais liés à la fermeture d'un hôpital ou d'une partie d'hôpital;

3° les frais afférents à la non-mise en exploitation d'un hôpital ou d'une partie d'hôpital.

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 maart 1984 houdende bijzondere bepalingen inzake geneesmiddelen bestemd voor dieren, worden tussen de woorden « opengestelde apotheek » en « De bestelling » de woorden « van de provincie » ingevoegd.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 maart 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,  
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

N. 87 — 1001

**19 MEI 1987.** — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de schadeloosstelling voor de niet-uitvoering van projecten van ziekenhuisbouw en voor de sluiting en de niet-ingebruikname van ziekenhuisdiensten, evenals van de wijze waarop de schadeloosstelling wordt berekend

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 december 1983 op de ziekenhuizen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980 en het koninklijk besluit nr. 60 van 22 juli 1982, het koninklijk besluit nr. 284 van 31 maart 1985 en het koninklijk besluit nr. 407 van 18 april 1986, inzonderheid op artikel 6, § 10;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringerde noodzakelijkheid;

Overwegende dat ingevolge artikel 6, § 10, van de wet op de ziekenhuizen een schadeloosstelling kan worden toegekend voor de niet-uitvoering van projecten van ziekenhuisbouw, alsmede voor de sluiting en de niet-ingebruikname van ziekenhuizen of ziekenhuisdiensten;

Overwegende dat de voorwaarden voor de toekenning van de schadeloosstelling evenals de wijze van berekening ervan werden vastgesteld door het koninklijk besluit van 20 juni 1983, zoals dit herhaaidelijk werd gewijzigd;

Overwegende dat het dringend geboden is om ten behoeve van de rechtgebruiker voornoemd besluit te coördineren;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Binnen de perken van de kredieten voorzien in de begroting van het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen kan, overeenkomstig de regelen van dit besluit, een schadeloosstelling worden toegekend voor :

1° de kosten die gemaakt werden in verband met de studie en de uitwerking van bouwprojecten waarvoor een principeel akkoord werd verleend, op voorwaarde dat wordt afgezien van de gehele of gedeeltelijke uitvoering ervan;

2° de kosten die gepaard gaan met de sluiting van een ziekenhuis of een gedeelte ervan;

3° de kosten die gepaard gaan met het niet-ingebruiknemen van een ziekenhuis of een gedeelte ervan.

CHAPITRE II. — *La non-exécution de projets de construction*

Art. 2. Une indemnisation peut être accordée à toute personne qui renonce à l'exécution totale ou partielle d'un projet de construction d'un hôpital ou d'un service hospitalier pour lequel elle a reçu un accord de principe pour autant que les conditions suivantes soient remplies :

- a) l'accord de principe a été accordé avant le 1er juillet 1982;
- b) l'avant-projet de construction a été déposé auprès de l'autorité compétente dans le délai de deux ans après l'octroi de l'accord de principe et avant la date mentionnée sub a);
- c) le projet concerne des travaux de construction, d'extension ou de reconversion d'un hôpital ou d'un service hospitalier, dont l'objectif est un accroissement du nombre de lits;
- d) les travaux n'ont pas encore été entamés, tout au moins en ce qui concerne la partie qui ne sera pas exécutée.

Art. 3. Ne sont prises en considération en vue de l'indemnisation que les seules dépenses afférentes à l'étude et à la réalisation de projets de construction. Lesdites dépenses ne sont retenues que :

- a) si l'engagement y afférent a été passé avant le 24 juin 1983;
- b) dans la mesure où elles sont susceptibles de donner lieu à l'octroi de subventions dans le cadre de la réglementation relative à l'intervention financière dans la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage des hôpitaux;
- c) dans la mesure où les dépenses correspondent à des études déjà réalisées et au stade de l'élaboration du projet de construction;
- d) proportionnellement à la superficie du projet de construction ou de la partie de ce projet qui n'est pas exécutée.

Art. 4. Four autant qu'elles soient prouvées, les dépenses visées à l'article 3 peuvent être remboursées dans la mesure où elles sont justifiées et ne peuvent être récupérées d'une autre manière.

Art. 5. Le montant total de l'indemnisation est limité à 5 p.c. du coût maximum actualisé du projet de construction, ou de la partie de ce projet, qui n'est pas exécuté.

Ce coût maximum est fixé en exécution de l'arrêté royal du 13 décembre 1966 déterminant le taux et certaines conditions d'octroi des subventions pour la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage des hôpitaux.

Le coût maximum précité est actualisé à la date d'introduction de l'avant-projet et conformément à la formule suivante :

$$P = P(0,40 \frac{S}{I} + 0,40 \frac{i}{I} + 0,20)$$

dans laquelle :

P est le montant du coût maximum au 1er janvier 1978;

p est la valeur actualisée du coût maximum susmentionné au moment de l'introduction de l'avant-projet;

S et s sont les salaires officiels dans le secteur de la construction pour la catégorie A, zone 1, applicables respectivement au 1er janvier 1978 et à la date d'introduction de l'avant-projet;

I et i sont les indices des prix de gros en vigueur respectivement au 1er janvier 1978 et à la date d'introduction de l'avant-projet.

## CHAPITRE III

*La fermeture d'un hôpital ou d'une partie d'hôpital**Section 1. — Conditions générales*

Art. 6. L'exploitant d'un hôpital général peut bénéficier d'une indemnisation pour les dépenses afférentes à la fermeture d'un hôpital ou d'une partie d'hôpital si les conditions suivantes sont remplies :

1° la fermeture doit porter au moins sur une unité de soins architecturalement distincte, à l'exception des hôpitaux de 150 lits ou moins;

2° la fermeture concerne l'un des cas suivants :

a) les lits désaffectés ne sont pas remplacés par d'autres lits d'hôpitaux;

b) les lits désaffectés permettent, en exécution de l'article 21bis, § 2, 2e alinéa, de la loi sur les hôpitaux, la mise en service de nouveaux lits dans un hôpital d'un autre pouvoir organisateur à condition que l'accord de principe ou l'autorisation de construction nouvelle ait été donnée avant le 1er juillet 1982.

HOOFDSTUK II. — *Het niet-uitvoeren van bouwprojecten*

Art. 2. Een schadeloosstelling kan worden verleend aan degene die afziet van de gehele of gedeeltelijke uitvoering van een bouwproject van een ziekenhuis of ziekenhuisdienst waarvoor hij een principieel akkoord heeft bekomen, mits aan de volgende voorwaarden wordt voldaan :

- a) het principieel akkoord werd verleend vóór 1 juli 1982;
- b) het voorontwerp van bouwproject werd binnen de twee jaren na de toekenning van het principieel akkoord en vóór de sub a) vermelde datum bij de bevoegde overheid ter goedkeuring ingediend;
- c) het project betreft werken voor de bouw, de uitbreiding of de omschakeling van een ziekenhuis of ziekenhuisdienst, waarbij een verhoging van het beddenbestand wordt beoogd;
- d) de bouwwerken werden nog niet aangevat, althans voor het gedeelte dat niet zal worden uitgevoerd.

Art. 3. Voor schadeloosstelling komen alleen in aanmerking de kosten die gemaakt werden in verband met de studie en de uitwerking van de bouwprojecten. Deze kosten worden slechts weerhouden :

- a) naarmate de verbintenis met betrekking tot deze kosten vóór 24 juni 1983 werd aangegaan;
- b) voor zover de kosten vatbaar zijn voor betoelaging in het kader van de van kracht zijnde reglementering met betrekking tot de financiële tussenkomst voor de opbouw, de herconditionering, de uitrusting en de apparatuur van de ziekenhuizen;
- c) in de mate de kosten overeenstemmen met het reeds gepresteerde studiewerk en met de stand van de uitwerking van het bouwproject;
- d) in verhouding tot de oppervlakte van het bouwproject of van het gedeelte ervan dat niet wordt uitgevoerd.

Art. 4. De in artikel 3 bedoelde kosten kunnen mits het bewijs ervan worden terugbetaald, voor zover deze gerechtvaardigd zijn en niet op een andere wijze kunnen worden gecupereerd.

Art. 5. Het totale bedrag van de schadeloosstelling wordt beperkt tot 5 pct. van de geactualiseerde maximum kostprijs van het bouwproject, of van het gedeelte ervan, dat niet wordt uitgevoerd.

Deze maximum-kostprijs wordt vastgesteld in uitvoering van het koninklijk besluit van 13 december 1966 tot bepaling van het percentage van de toelagen voor de opbouw, de herconditionering, de uitrusting en de apparatuur van ziekenhuizen en van zekere voorwaarden waaronder ze worden verleend.

De hierboven bedoelde maximum-kostprijs wordt geactualiseerd tot op de datum waarop het voorontwerp werd ingediend, overeenkomstig de hiernavolgende formule :

$$p = P(0,40 \frac{S}{I} + 0,40 \frac{i}{I} + 0,20)$$

waarin :

P het bedrag is van de maximum-kostprijs op 1 januari 1978;

p de geactualiseerde waarde is van de voormelde maximum-kostprijs op het ogenblik dat het voorontwerp werd ingediend;

S en s de officiële lonen zijn in de bouwrijverheid voor de categorie A, zone 1, van toepassing respectievelijk op 1 januari 1978 en op de datum waarop het voorontwerp werd ingediend;

I en i de indexen zijn van de groothandelsprijzen van kracht respectievelijk op 1 januari 1978 en op de datum waarop het voorontwerp werd ingediend.

## HOOFDSTUK III

*Het sluiten van een ziekenhuis of van een gedeelte ervan**Afdeling 1. — Algemene voorwaarden*

Art. 6. Aan de uitbater van een algemeen ziekenhuis kan een schadeloosstelling worden toegekend voor de kosten die gepaard gaan met de sluiting van het ziekenhuis of van een gedeelte ervan mits aan de hiernavolgende voorwaarden wordt voldaan :

1° de sluiting moet betrekking hebben op ten minste één verpleeg-eenheid die een architectonisch geheel vormt, uitgezonderd voor de ziekenhuizen met 150 bedden of minder;

2° de sluiting betreft één van de hiernavolgende gevallen :

a) de gedesaffekteerde bedden worden niet vervangen door andere ziekenhuisbedden;

b) de gedesaffekteerde bedden maken, in toepassing van artikel 21bis, § 2, 2e lid, van de wet op de ziekenhuizen de ingebruikname mogelijk van nieuwe bedden in een ziekenhuis van een andere inrichtende macht, met dien verstande dat het principieel akkoord of de toelating tot nieuwbouw vóór 1 juli 1982 werd verleend;

3° les lits qui sont désaffectés, étaient agréés et en service le 1er octobre 1982;

4° la fermeture doit, sauf dispositions contraires, avoir lieu au plus tard à la fin du sixième mois qui suit le mois de l'introduction de la demande d'indemnisation.

*Section 2. — Indemnisation pour dépenses autres que celles relatives aux biens*

Art. 7. Pour les dépenses autres que celles relatives aux biens mobiliers et immobiliers, l'indemnisation par lit désaffecté s'élève à :

$$P \times (365 \times T) \times Y$$

Dans cette formule :

P = est le prix de journée moyen actualisé de l'hôpital, applicable au moment de la fermeture;

T = le taux d'occupation du service concerné pris en considération pour le calcul du prix de journée visé ci-dessus;

Y = un coefficient variable selon la destination du lit désaffecté et le statut juridique de l'établissement. Ce coefficient est fixé dans le tableau figurant à l'annexe 1 du présent arrêté.

La valeur du coefficient Y, fixée à l'annexe 1 du présent arrêté, est majorée dans chaque cas de 20 pour cent si le lit désaffecté fait partie d'un hôpital général, qui ferme complètement.

*Section 3*

*Indemnisation pour dépenses relatives aux biens*

Art. 8. § 1er. Pour les biens visés aux numéros 41, 42 et 43 de la classe IV du plan comptable uniforme imposé, qui sont la propriété de l'exploitant, l'indemnisation s'élève à la moitié de la valeur résiduaire proportionnellement à la superficie désaffectée de l'hôpital.

La « valeur résiduaire » est égale à la valeur d'investissement des biens visés ci-dessus, limitée aux montants maxima fixés en la matière, déduction faite des subventions obtenues à titre gratuit et des amortissements effectués conformément aux dispositions prévues dans le cadre du plan comptable uniforme imposé. Le prix d'achat du terrain est exclu de ce calcul.

§ 2. L'indemnité est majorée du montant des frais éventuels de remploi suite au remboursement anticipé des emprunts contractés pour les biens, limités toutefois à la partie non subsidiée des coûts maxima autorisés des investissements.

§ 3. L'indemnisation visée au § 1er est toutefois de 60 pour cent de la valeur résiduaire proportionnellement à la superficie désaffectée de l'hôpital si la fermeture concerne un service pour le traitement des malades atteints d'affections de longue durée (V).

Le cas échéant, la décision de fermeture ou de désaffectation doit cependant être prise avant le 1er juillet 1987 et, sauf en cas d'application de l'article 29, être exécutée au plus tard le 31 décembre 1987.

Art. 9. § 1er. Pour les biens de l'hôpital tels qu'ils sont prévus aux numéros 41, 42 et 43, classe IV, du plan comptable uniforme et qui ne sont pas la propriété de l'exploitant, l'indemnisation est également fixée conformément à la réglementation sub article 8 étant entendu que, dans ce cas, des amortissements théoriques sont effectués à l'instar de ceux appliqués à l'égard de l'exploitant de pareils biens.

§ 2. Si les amortissements théoriques ne correspondent pas à la charge réelle des coûts afférents à la résiliation d'une convention pour l'utilisation des biens visés ci-dessus, le Ministre qui a le prix de journée dans ses attributions, peut accorder une indemnisation qui correspond au montant de la charge de la résiliation de la convention qui est estimée par un expert désigné par le Ministre précité. Le montant de cette indemnisation ne peut cependant jamais être inférieure à ce qui est prévu au § 1er.

La disposition de l'alinéa précédent s'applique uniquement aux conventions conclues avant le 1er janvier 1986.

Art. 10. L'indemnisation, prévue aux articles 8 et 9 des biens visés au numéro 41, classe IV, du plan comptable uniforme imposé n'est pas accordée si, conformément aux dispositions du chapitre IV de cet arrêté, une demande d'indemnisation est introduite pour la remise en service de nouveaux lits d'hôpital destinés à l'origine à remplacer les lits désaffectés et appartenant au même pouvoir organisateur.

3° de bedden die worden gedesaffecteerd waren erkend en in gebruik op 1 oktober 1982;

4° de sluiting moet, behoudens andersluidende bepalingen, plaatsvinden uiterlijk op het einde van de zesde maand na de maand waarin de aanvraag tot schadeloosstelling werd ingediend.

*Afdeling 2. — Schadeloosstelling voor kosten andere dan deze voor goederen*

Art. 7. Voor de kosten andere dan deze met betrekking tot de roerende en de onroerende goederen bedraagt de schadeloosstelling per bed dat wordt gedesaffecteerd :

$$P \times (365 \times T) \times Y$$

In de formule is :

P = de gemiddelde en geactualiseerde verpleegdagprijs van het ziekenhuis die van toepassing is op het ogenblik dat de sluiting plaats heeft;

T = de bezettingsgraad van de betrokken dienst die in aanmerking werd genomen voor de berekening van de hierboven bedoelde verpleegdagprijs;

Y = een variabele coëfficiënt die verschilt naargelang de bestemming van het gedesaffecteerde bed en het juridisch statuut van de instelling. Deze coëfficiënt wordt vastgesteld in de tabel opgenomen in bijlage 1 van dit besluit.

De in bijlage 1 van dit besluit vastgestelde waarde voor de coëfficiënt Y wordt telkens met 20 percent verhoogd ingeval het gedesaffecteerde bed is opgesteld in een algemeen ziekenhuis dat volledig wordt gesloten.

*Afdeling 3*

*Schadeloosstelling voor kosten verbonden aan goederen*

Art. 8. § 1. Voor de goederen, zoals bedoeld onder de nummers 41, 42 en 43 van klasse IV van het opgelegd eenvormig boekhoudkundig plan, die eigendom zijn van de uitbater, bedraagt de schadeloosstelling de helft van de residuwaarde in verhouding tot de oppervlakte van het ziekenhuis die gedesaffecteerd wordt.

De « residuwaarde » is hierbij gelijk aan de investeringswaarde van de hierboven bedoelde goederen van het ziekenhuis, begrensd tot de terzake bepaalde maximum-kostprijzen, verminderd met de toelagen die om niet zijn verkregen en met de afschrijvingen die werden verricht overeenkomstig de bepalingen zoals voorzien in het kader van het opgelegd eenvormig boekhoudkundig plan. De aankoopprijs van de grond wordt bij deze berekening uitgesloten.

§ 2. De schadeloosstelling wordt verhoogd met het bedrag van de eventuele kosten van wederbelegging ontstaan ingevolge de vervroegde terugbetaling van leningen aangegaan voor de goederen. Hierbij wordt evenwel enkel rekening gehouden met de terugbetaling van leningen met betrekking tot het niet betaalde gedeelte van de maximumkostprijzen van de investeringen.

§ 3. De in § 1 bedoelde schadeloosstelling bedraagt evenwel 60 percent van de residuwaarde in verhouding tot de oppervlakte van het ziekenhuis die gedesaffecteerd wordt ingeval de sluiting betrekking heeft op een dienst voor de behandeling van zieken die lijden aan langdurige aandoeningen (V).

In voorkomend geval dient de beslissing tot sluiting of desaffectatie evenwel vóór 1 juli 1987 te worden genomen en moet de beslissing, behoudens bij toepassing van artikel 29, uiterlijk op 31 december 1987 zijn uitgevoerd.

Art. 9. § 1. Voor de goederen van het ziekenhuis zoals bedoeld onder de nummers 41, 42 en 43, van klasse IV van het eenvormig boekhoudkundig plan, die niet de eigendom zijn van de uitbater, wordt de schadeloosstelling eveneens vastgesteld volgens de sub artikel 8 vermelde regeling, met dien verstande dat hierbij theoretische afschrijvingen worden verricht zoals deze gelden ten aanzien van een uitbater die eigenaar is van zulks soortige goederen.

§ 2. Indien de theoretische afschrijvingen niet overeenstemmen met de werkelijke last van de kosten die verbonden zijn aan het opzeggen van een overeenkomst voor het gebruik van de hierboven bedoelde goederen, kan de Minister die de verpleegdagprijs voor de ziekenhuizen onder zijn bevoegdheid heeft een schadeloosstelling toekennen die overeenstemt met het bedrag van de last voor het opzeggen van de overeenkomst die geraamd wordt door een deskundige aangeduid door de voormelde Minister. Dit bedrag van de schadeloosstelling mag echter nooit lager zijn dan wat voorzien is in § 1.

De bepaling van het vorige lid geldt uitsluitend voor overeenkomsten aangegaan vóór 1 januari 1986.

Art. 10. De in artikel 8 en 9 voorziene schadeloosstelling voor goederen bedoeld onder nummer 41, klasse IV, van het opgelegd eenvormig boekhoudkundig plan, wordt evenwel niet toegekend indien, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV van dit besluit, een schadeloosstelling wordt gevraagd voor de niet-gebruikte name van nieuwe bedden van dezelfde inrichtende macht die oorspronkelijk waren bestemd om de gedesaffecteerde bedden te vervangen.

## Section 4. — Indemnisation majorée

**Art. 11. § 1er.** Les montants de l'indemnisation, calculés conformément aux articles 7, 8, 9 et 10, seront majorés si les conditions prévues aux § 2, 3 et 4 sont remplies.

§ 2. La décision de fermer ou de désaffecter un hôpital en tout ou en partie doit être communiquée avant le 1er juillet 1987 au Ministre compétent pour l'application de l'agrément et de la programmation hospitalière. La demande d'indemnisation ainsi que tous les documents et données justificatives visés à l'article 20, 2<sup>o</sup>, seront joints à cette décision.

Il pourra être dérogé à la date visée au précédent alinéa, si le gestionnaire apporte la preuve avant le 1er juillet 1987 que le projet qui accompagne la fermeture ou la désaffectation de lits d'hôpitaux n'est pas encore définitif mais bien dans un stade déjà fort avancé. Le cas échéant, le gestionnaire précisera l'état du projet; le gestionnaire qui désire prétendre à l'indemnité majorée communiquera au Ministre précité ce qui suit :

- a) l'ordre de grandeur du nombre total de lits qui sera supprimé;
- b) le ou les hôpitaux concerné(s) par le projet, la nature et la teneur de l'accord prévu : fusion, groupement d'hôpitaux ou transfert de lits.

Sur la base des pièces justificatives et données communiquées, le Ministre compétent décidera si le projet est déjà suffisamment avancé et s'il entre en considération pour l'octroi de l'indemnisation majorée. Le demandeur sera informé de cette décision.

La décision définitive de fermeture, accompagnée de la demande d'indemnisation et des pièces et données justificatives doivent parvenir pour approbation au Ministre compétent avant le 1er novembre 1987.

§ 3. La fermeture ou la désaffectation est effective au plus tard le 31 décembre 1987.

Il pourra cependant être dérogé à cette date du 31 décembre 1987 en cas de fermeture partielle d'un hôpital, si le gestionnaire peut produire une attestation du Ministre qui a le prix de journée dans ses attributions, d'où il appert qu'à partir du 1er janvier 1988, le budget de l'hôpital sera réduit au prorata de l'équivalent de la réduction du nombre de lits décidée par le gestionnaire.

Il pourra aussi être dérogé à la date du 31 décembre 1987 pour les hôpitaux auxquels est appliqué le second alinéa de l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal du 13 décembre 1986 déterminant le taux et certaines conditions d'octroi des subventions pour la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage d'hôpitaux, modifié par l'arrêté royal du 30 juillet 1986.

Le cas échéant, la fermeture devra se faire selon le calendrier dont question dans le second alinéa de l'article 3, § 1er, de l'arrêté visé à l'alinéa précédent, étant entendu que deux cinquième du nombre de lits à supprimer doivent être désaffectés au plus tard le 31 décembre 1987 et le solde au plus tard le 31 décembre 1989.

§ 4. Les lits de l'hôpital ou de la partie qui sera fermée ou désaffectée ne seront pas remplacés par d'autres lits d'hôpitaux et ne seront pas pris en considération pour la mise en service d'autres lits d'hôpitaux.

**Art. 12.** La majoration dont question à l'article 11 s'élève à :

- 1<sup>o</sup> 20 pour cent en cas de fermeture ou de désaffectation d'un hôpital ou d'un service hospitalier;
- 2<sup>o</sup> 15 pourcent dans les cas autres que ceux visés au 1<sup>o</sup>.

**Art. 13.** N'entrent pas en ligne de compte pour l'indemnisation majorée :

- 1<sup>o</sup> la fermeture ou la désaffectation d'un hôpital comprenant uniquement des lits de service pour le traitement de malades atteints de maladies de longue durée (V);
- 2<sup>o</sup> les lits de services visés au 1<sup>o</sup> en cas de fermeture ou de désaffectation partielle d'un hôpital.

## Afdeling 4. — Verhoogde schadeloosstelling

**Art. 11. § 1.** De overeenkomstig de artikels 7, 8, 9 en 10 berekende bedragen van de schadeloosstelling worden verhoogd indien aan de in § 2, § 3 en § 4 voorziene voorwaarden wordt voldaan.

§ 2. De beslissing om een ziekenhuis of een gedeelte daarvan te sluiten of te desaffacteren wordt vóór 1 juli 1987 medegedeeld aan de Minister bevoegd voor de toepassing van de erkenning en programmatie van ziekenhuizen. Bij deze beslissing wordt de aanvraag tot schadeloosstelling gevoegd met in bijlage de in artikel 20, 2<sup>o</sup>, van dit besluit bedoelde verantwoordingsstukken en gegevens.

Van de datum in het vorige lid kan worden afgeweken, indien de beheerder vóór 1 juli 1987 het bewijs levert dat het projekt waarmee sluiting of desaffectatie van ziekenhuisbedden gepaard gaat, weliswaar nog niet definitief is, maar toch reeds een ver gevorderd stadium heeft bereikt. In voorkomend geval dient de beheerder de stand van het projekt nader te omschrijven; meer bepaald dient de beheerder die aanspraak wenst te maken op de verhoogde schadeloosstelling aan de voormelde Minister het volgende mede te delen :

- a) de orde van grootte van het aantal bedden dat zal worden afgeschaff;
- b) welk ander ziekenhuis of ziekenhuizen er eventueel in het projekt betrokken zijn, en welke de aard en de inhoud is van de voorgenomen overeenkomst : fusie, ziekenhuisgroepering of overdracht van bedden.

Op grond van de medegedeelde verantwoordingsstukken en gegevens beslist de voormelde Minister of het projekt reeds voldoende ver gevorderd is en of het derhalve in aanmerking komt voor het toekennen van de verhoogde schadeloosstelling. De aanvraag wordt van deze beslissing in kennis gesteld.

De definitieve beslissing tot sluiting, met de aanvraag tot schadeloosstelling en de vereiste verantwoordingsstukken en gegevens, dienen uiterlijk vóór 1 november 1987 aan de voormelde Minister ter goedkeuring te worden medegedeeld.

§ 3. De sluiting of desaffectatie wordt effectief uitgevoerd uiterlijk op 31 december 1987.

Van de in het vorige lid vermelde datum van 31 december 1987 kan evenwel, bij gedeeltelijke sluiting van een ziekenhuis, worden afgeweken indien de beheerder een getuigschrift kan voorleggen van de Minister die de verpleegdagprijs onder zijn bevoegdheid heeft, waaruit blijkt dat, met ingang van 1 januari 1988, het budget van het ziekenhuis wordt verminderd a rato van het equivalent van de bedvermindering waartoe de beheerder heeft beslist.

Van de datum van 31 december 1987 kan eveneens worden afgeweken voor de ziekenhuizen waarvoor beroep wordt gedaan op de toepassing van het tweede lid van artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 13 december 1986 tot bepaling van het percentage van de toelagen voor de opbouw, de herconditionering, de uitrusting en de apparatuur van ziekenhuizen en van zekere voorwaarden waaronder ze worden verleend; gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 juli 1986.

In voorkomend geval dient de sluiting te worden uitgevoerd overeenkomstig het tijdschema waarvan sprake in het tweede lid van artikel 3, § 1, van het in het vorige lid bedoelde besluit, met dien verstand echter dat twee vijfden van het aantal af te schaffen bedden ten laatste op 31 december 1987 moeten gedesaffecteerd zijn en het saldo ten laatste op 31 december 1989.

§ 4. De bedden in het ziekenhuis of in een gedeelte daarvan, dat wordt gesloten of gedesaffecteerd, worden niet vervangen door andere ziekenhuisbedden en worden niet in aanmerking genomen om andere ziekenhuisbedden in gebruik te nemen.

**Art. 12.** De in artikel 11 bedoelde verhoging bedraagt :

- 1<sup>o</sup> 20 procent bij sluiting of desaffectatie van een ziekenhuis of van een ziekenhuisdienst;
- 2<sup>o</sup> 15 procent in de andere gevallen dan deze bedoeld in 1<sup>o</sup>.

**Art. 13.** Komen niet in aanmerking voor de verhoogde schadeloosstelling :

- 1<sup>o</sup> de sluiting of desaffectatie van een ziekenhuis dat uitsluitend bestaat uit bedden in diensten voor de behandeling van zieken die lijden aan langdurige aandoeningen (V);
- 2<sup>o</sup> de bedden in diensten zoals bedoeld in 1<sup>o</sup>, in geval een gedeelte van een ziekenhuis wordt gesloten of gedesaffecteerd.

CHAPITRE IV. — *La non-mise en exploitation d'un hôpital ou d'une partie d'hôpital*

**Art. 14.** Le maître d'ouvrage de la construction d'un hôpital général ou d'un ou plusieurs services hospitaliers généraux peut prétendre à une indemnisation des frais liés à la non-mise en exploitation de l'établissement hospitalier concerné ou d'une partie de celui-ci, pour autant que les conditions suivantes soient remplies :

1° l'accord de principe relatif à la construction de l'établissement hospitalier a été donné avant le 1er juillet 1982;

2° les travaux de construction ont été entamés avant la date mentionnée sub 1°.

**Art. 15.** Le montant de l'indemnisation des dépenses relatives à la construction et à l'équipement des établissements visés à l'article 14, dont l'affectation initiale est définitivement modifiée, est fixé conformément aux règles suivantes :

1° sont indemnisables des dépenses relatives à :

a) la construction, si les travaux ne sont pas encore achevés au 1er juillet 1983;

b) la construction et à l'équipement dont la valeur excède 5 000 F pour autant que celui-ci a été installé avant le 24 juin 1983, si les travaux sont terminés au 1er juillet 1983;

2° l'indemnisation des dépenses relatives aux biens considérés s'élève à la moitié de la valeur résiduaire au 1er juillet 1983 proportionnellement à la superficie de la nouvelle construction qui n'est pas mise en service.

Dans ce cas, la « valeur résiduaire » est égale à la valeur d'investissement des biens considérés, limitée aux montants maximums fixés en la matière, déduction faite des subventions obtenues à titre gratuit pour ces biens et de l'indemnisation accordée conformément à l'article 16 pour les charges d'amortissement.

L'indemnité peut être majorée du montant des frais de rempli suite au remboursement anticipé des emprunts contractés pour ces biens, limités toutefois à la partie non subsidiée des coûts maximums autorisés des investissements.

**Art. 16. § 1er.** Si les travaux de construction sont terminés avant le 1er juillet 1983 et que les lits ne peuvent être mis en service immédiatement, voire pas du tout, une indemnisation peut également être accordée pour couvrir les dépenses suivantes, relatives aux lits susmentionnés et faites avant leur mise en service comme lit d'hôpital ou lit de soins :

1° les frais de personnel entre le 1er juillet 1982 et le 31 décembre 1982;

2° les frais d'entretien, les charges d'intérêts des capitaux empruntés et les charges d'amortissement entre le 1er juillet 1982 et le 31 décembre 1984, conformément aux dispositions en la matière prévues dans le plan comptable uniforme imposé aux hôpitaux.

§ 2. Les dépenses visées au § 1er peuvent être indemnisées complètement dans la mesure où :

1° elles sont justifiées et ne peuvent être récupérées d'une autre manière;

2° leur existence peut être établie par des pièces probantes.

CHAPITRE V. — *Procédure de demande, de fixation et de paiement de l'indemnisation*

Section 1. — Dispositions communes à tous les établissements

**Art. 17.** La demande d'indemnisation est adressée, selon le cas, au Ministre communautaire compétent pour la politique de santé de la Communauté à laquelle appartient l'établissement concerné ou au Ministre national qui, en ce qui concerne les établissements relevant de l'autorité nationale est compétent pour l'application de la programmation hospitalière.

**Art. 18.** Pour être recevable, la demande d'indemnisation des frais visés à l'article 1er, 1° et 3°, doit être introduite auprès de l'autorité compétente, au plus tard le :

1° 31 décembre 1983, pour les demandes concernant les frais visés à l'article 1er, 1°;

2° 31 décembre 1985, pour les demandes concernant les frais visés à l'article 1er, 3°.

HOOFDSTUK IV. — *Het niet ingebruiknemen van een ziekenhuis of van een gedeelte ervan*

**Art. 14.** Aan de opdrachtgever van de bouw van een algemeen ziekenhuis of van één of meerdere algemene ziekenhuisdiensten kan een schadeloosstelling worden toegekend voor de kosten die gepaard gaan met de niet-ingebruikname van de betrokken ziekenhuisvoorzieningen of van een gedeelte ervan, mits aan de hiernavolgende algemene voorwaarden wordt voldaan :

1° het principiële akkoord voor de bouw van de ziekenhuisvoorzieningen werd verleend vóór 1 juli 1982;

2° de bouwwerken werden aangevat vóór de sub 1° vermelde datum.

**Art. 15.** Het bedrag van de schadeloosstelling voor de kosten met betrekking tot de bouw en de uitrusting van de in artikel 14 bedoelde voorzieningen, waarvan de oorspronkelijke bestemming definitief wordt gewijzigd, wordt vastgesteld overeenkomstig de hiernavolgende regels :

1° komen in aanmerking voor schadeloosstelling de kosten met betrekking tot :

a) de bouw, indien de werken op 1 juli 1983 nog niet beëindigd zijn;

b) de bouw en de uitrusting met een waarde van meer dan 5 000 F, voor zover deze geïnstalleerd werd vóór 24 juni 1983, indien de werken op 1 juli 1983 wel beëindigd zijn;

2° de schadeloosstelling voor de kosten met betrekking tot de goederen die hiervoor in aanmerking worden genomen bedraagt de helft van de residuwaarde op 1 juli 1983 in verhouding tot de oppervlakte van de nieuwbouw die niet wordt ingebruikgenomen.

De « residuwaarde » is hierbij gelijk aan de investeringswaarde van de in aanmerking genomen goederen, begrensd tot de terzake bepaalde maximum-kostprijzen, verminderd met de toelagen om niet verkregen voor deze goederen en met de schadeloosstelling die krachtens artikel 16 wordt toegekend voor afschrijvingslasten.

De schadeloosstelling wordt verhoogd met het bedrag van de eventuele kosten van wederbelegging ontstaan ingevolge de gevraagde terugbetaling van leningen aangegaan voor deze goederen. Hierbij wordt evenwel enkel rekening gehouden met de terugbetaling van leningen met betrekking tot het niet betaalde gedeelte van de maximum-kostprijzen van de investeringen.

**Art. 16. § 1.** Indien de bouwwerken vóór 1 juli 1983 worden beëindigd en de bedden niet onmiddellijk of helemaal niet kunnen worden ingebruikgenomen, kan tevens een schadeloosstelling worden toegekend om de hiernavolgende kosten met betrekking tot deze bedden, opgelopen vóór hun ingebruikname als ziekenhuis- of als verzorgingsbed, te kunnen dekken :

1° de personeelskosten tussen 1 juli 1982 en 31 december 1982;

2° de onderhoudskosten, de lasten voor de betaling van interesten van aangegane leningen, en de afschrijvingslasten, overeenkomstig de bepalingen terzake voorzien in het opgelegd eenvormig boekhoudkundig plan voor de ziekenhuizen, tussen 1 juli 1982 en 31 december 1984.

§ 2. De in § 1 bedoelde kosten kunnen door de schadeloosstelling volledig worden gedekt, voor zover deze :

1° gerechtvaardigd zijn en niet op een andere wijze kunnen worden gerecupereerd;

2° bewezen kunnen worden aan de hand van bewijsstukken.

HOOFDSTUK V. — *Procedure van aanvraag, vaststelling en uitbetaling van de schadeloosstelling*

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen voor alle instellingen

**Art. 17.** De aanvraag tot het bekomen van de schadeloosstelling wordt, naargelang het geval, gericht tot de Gemeenschapsminister bevoegd voor het Gezondheidsbeleid van de Gemeenschap waartoe de betrokken instelling behoort, of aan de nationale minister die, wat de instellingen betreft die onder de nationale overheid ressorteren, bevoegd is inzake de toepassing van de ziekenhuisprogrammatie.

**Art. 18.** Opdat de aanvraag tot schadeloosstelling voor de in artikel 1, 1° en 3°, bedoelde kosten rechtsgeldig zou zijn dient deze bij de daartoe bevoegde overheid te worden ingediend uiterlijk op :

1° 31 december 1983, voor de aanvragen met betrekking tot de in artikel 1, 1°, bedoelde kosten;

2° 31 december 1985, voor de aanvragen met betrekking tot de in artikel 1, 3°, bedoelde kosten.

**Art. 19.** La demande mentionnera les éléments de base suivants :

- 1° l'identité du demandeur, plus précisément le nom et l'adresse de l'exploitant, ou, le cas échéant, du maître d'ouvrage, ainsi que le nom du (des) responsable(s);
- 2° l'objet précis de la demande d'indemnisation.

**Art. 20.** La demande d'obtention de l'indemnisation doit, selon l'objet de la demande, être accompagnée des pièces ou données justificatives suivantes :

- 1° en cas de non-exécution d'un projet de construction :
  - a) une copie de l'accord de principe concerné ou de la décision dont il ressort que le projet s'inscrit dans le cadre de la programmation hospitalière;
  - b) un document d'où il ressort que l'avant projet de construction a été déposé pour approbation auprès de l'autorité compétente dans les deux ans de l'octroi de l'accord de principe;
  - c) une copie des engagements passés et de toutes les factures ou comptes payés;
  - d) l'état d'avancement des études et de la réalisation du projet de construction;
  - e) la superficie du projet de construction ou de la partie qui n'est pas construite;
- 2° en cas de fermeture d'un hôpital ou d'une partie d'hôpital :
  - a) l'objet de la fermeture, plus précisément :
    - le nombre et le type de lits d'hôpital supprimés, ainsi qu'une copie de l'arrêté d'agrément relatif à ces lits;
    - la superficie désaffectée;
    - les services médico-techniques éventuellement fermés.
  - b) le prix de journée moyen actualisé de l'hôpital, applicable au moment de la fermeture;
  - c) le taux d'occupation des services concernés qui fut pris en considération pour le prix de journée visé sub b);
  - d) la valeur d'investissement des biens visés aux nos 41, 42 et 43 de la classe IV du plan comptable uniforme imposé, ainsi que l'identité de leur propriétaire;
  - e) une liste des subsides obtenus à titre gratuit pour les biens visés sub d);
  - f) les amortissements des biens visés sub d), effectués conformément aux dispositions prévues dans le plan comptable uniforme imposé;
  - g) le document de l'organisme financier attestant le montant exigé des frais éventuels de remploi résultant du remboursement anticipé d'emprunts;
  - h) une déclaration concernant l'affectation préconisée de l'établissement dont la fermeture est prévue et une copie de la décision ministérielle autorisant la création de lits de soins, à la suite de la désaffectation de lits d'hôpitaux;
  - i) les conventions, notamment en vue de la mise en service de lits dans un hôpital ressortissant à un autre pouvoir organisateur et/ou de la création de lits de soins en dehors de l'hôpital;
  - j) une copie de l'arrêté d'agrément des maisons de repos ou, le cas échéant, des lits de soins seront créés à la suite de la désaffectation des lits d'hôpitaux, ainsi que la date à laquelle les lits ont été ou seront mis en exploitation dans les maisons de repos concernés;
  - k) le calendrier de la fermeture et/ou de l'opération de reconversion;
  - l) l'engagement visé à l'article 33;
  - m) une copie de la ou des convention(s) éventuellement conclue(s) avec un ou plusieurs autres hôpitaux, en vue d'une fusion, de la constitution d'un groupement d'hôpitaux ou d'un transfert de lits.
- 3° en cas de non-mise en exploitation d'un hôpital nouvellement construit ou d'une partie de celui-ci :
  - a) une copie de l'accord de principe ou de la décision d'où il ressort que l'établissement hospitalier visé a été considéré comme inscrit dans le programme;
  - b) l'état mensuel d'avancement des travaux;
  - c) l'objet de la non-mise en exploitation, plus précisément :
    - le nombre et le type de lits qui ne sont pas mis en service;
    - la superficie qui n'est pas mise en exploitation;

**Art. 19.** In de aanvraag dient mededeling te worden gedaan van de volgende basisgegevens :

- 1° de identiteit van de aanvrager, meer bepaald de naam en het adres van de uitbater of in voorkomend geval van de opdrachtgever van het bouwwerk, evenals de naam van de verantwoordelijke(n);
- 2° het preciese voorwerp van de aanvraag tot schadeloosstelling.

**Art. 20.** De vraag tot het bekomen van de schadeloosstelling moet, naar gelang het voorwerp van de aanvraag, vergezeld zijn van volgende verantwoordingsstukken of gegevens :

- 1° voor het niet uitvoeren van een bouwproject :
  - a) een afschrift van het betrokken principieel akkoord of van de beslissing waaruit blijkt dat het project past in het ziekenhuisprogramma;
  - b) een document waaruit blijkt dat het voorontwerp van het bouwproject binnen de twee jaar na de toekenning van het principieel akkoord bij de bevoegde overheid ter goedkeuring werd ingediend;
  - c) een kopie van de aangegane verbintenissen en van alle betaalde facturen of rekeningen;
  - d) de stand van het gepresteerde studiewerk en van de uitwerking van het bouwproject;
  - e) de oppervlakte van het bouwproject of van het gedeelte ervan dat niet wordt uitgevoerd;
- 2° voor het sluiten van een ziekenhuis of van een gedeelte ervan :
  - a) het voorwerp van de sluiting, meer bepaald :
    - het aantal en het type van ziekenhuisbedden dat wordt afgeschaft evenals een kopie van het erkenningsbesluit dat op deze bedden betrekking heeft;
    - de oppervlakte die wordt gedesaffecteerd;
    - de medisch-technische diensten die eventueel worden gesloten;
  - b) de gemiddelde en geactualiseerde verpleegdagprijs van het ziekenhuis die van toepassing is op het ogenblik dat de sluiting plaats heeft;
  - c) de bezettingsgraad van de betrokken diensten die in aanmerking werd genomen voor de sub b) bedoelde verpleegdagprijs;
  - d) de investeringswaarde van de onder de nrs. 41, 42 en 43 van klasse IV van het opgelegd eenvormig boekhoudkundig plan bedoelde goederen evenals de identiteit van de eigenaar ervan;
  - e) een lijst met de toelagen die om niet zijn verkregen voor de sub d) bedoelde goederen;
  - f) de afschrijvingen voor de sub d) bedoelde goederen die werden verricht overeenkomstig de bepalingen zoals voorzien in het kader van het opgelegd eenvormig boekhoudkundig plan;
  - g) het document van de financiële instellingen waaruit het opgevorderd bedrag blijkt van de gebeurlijke kosten van wederbelegging ontstaan ingevolge de gevraagde terugbetaling van leningen;
  - h) een verklaring betreffende de voorgestane bestemming van de te sluiten voorziening en in geval, ingevolge de desaffectatie van de ziekenhuisbedden, verzorgingsbedden worden opgericht, een afschrift van de gebeurlijke desbetreffende ministeriële beslissing;
  - i) de overeenkomsten gesloten met andere instellingen, ondermeer met het oog op de ingebruikname van bedden in een ziekenhuis van een andere inrichtende macht en/of de oprichting van verzorgingsbedden buiten het ziekenhuis;
  - j) een afschrift van de erkenningsbesluiten van de rustoorden waar, desgevallend, ingevolge de desaffectatie van de ziekenhuisbedden, verzorgingsbedden zullen worden opgericht, evenals de datum waarop de betrokken rustoorden werden of zullen worden ingebruikgenomen;
  - k) de timing van de sluiting en/of omschakelingsoperatie;
  - l) de in artikel 33 bedoelde verbintenissen;
  - m) een afschrift van de overeenkomst(en) die gebeurlijk met een ander ziekenhuis of met meerdere andere ziekenhuizen worden aangegaan, hetzij voor het vormen van een fusie, hetzij voor het oprichten van een ziekenhuisgroepering, hetzij voor de overdracht van ziekenhuisbedden;
- 3° voor het niet-ingebruiknemen van een nieuw gebouwd ziekenhuis of van een gedeelte ervan :
  - a) een afschrift van het principieel akkoord of van de beslissing waaruit blijkt dat de beoogde ziekenhuisvoorziening werd beschouwd als passend in het programma;
  - b) de maandelijksse staat van voortgang der werken;
  - c) het voorwerp van de niet-ingebruikname, meer bepaald :
    - het aantal en type van bedden dat niet wordt ingebruikgenomen;
    - de oppervlakte die niet wordt ingebruikgenomen;

d) la valeur d'investissement des biens pris en considération;

e) la liste des subsides obtenus à titre gratuit pour les biens concernés;

f) le document de l'organisme financier attestant le montant exigé des frais éventuels de emploi résultant du remboursement anticipé d'emprunts;

g) les pièces justificatives des frais éventuels de personnel précédant la mise en service des lits concernés, comme visé à l'article 16 du présent arrêté;

h) éventuellement les frais d'entretien, les charges d'intérêts de capitaux empruntés et d'amortissement, conformément aux dispositions en la matière prévues dans le plan comptable uniforme imposé aux hôpitaux, comme visé à l'article 16 du présent arrêté;

i) l'affectation préconisée de l'établissement qui n'est pas mis en exploitation, avec une copie de l'éventuelle décision ministérielle portant création de lits de soins;

j) une copie des pièces requises pour la liquidation des subsides et le compte général de l'entreprise de travaux, dans le cadre de la réglementation en vigueur sur les subsides;

k) le calendrier de l'opération de reconversion ou de l'éventuelle mise en service de lits d'hôpitaux;

l) l'engagement visé à l'article 33.

#### Section 2. — Fixation et paiement du montant de l'indemnisation

Art. 21. Le Ministre qui a reçu la demande d'indemnisation la transmettra, avec les pièces justificatives visées à l'article 20, au Ministre compétent pour le prix de journée des hôpitaux.

Art. 22. Le Ministre compétent pour le prix de journée des hôpitaux fixera le montant de l'indemnisation conformément aux règles du présent arrêté, pour autant que toutes les conditions soient remplies.

Art. 23. Le montant de l'indemnisation et son mode de calcul sont communiqués par écrit au Ministre compétent pour l'application de l'agrément et de la programmation des hôpitaux.

Art. 24. Le Ministre compétent pour le prix de journée des hôpitaux payera le montant de l'indemnisation au demandeur pour autant que dans les quinze jours de sa notification au Ministre visé à l'article 23, celui-ci n'ait fait valoir aucune objection quant à ce montant.

Art. 25. Si, dans ce délai, le Ministre visé à l'article 23 émet des objections quant au montant proposé, il se consulte avec le Ministre compétent pour le prix de journée des hôpitaux afin de fixer, d'un commun accord, le montant que ce dernier payera au demandeur.

Art. 26. Le montant de l'indemnisation payé au demandeur peut toutefois être diminué d'office par le Ministre qui a le prix de journée des hôpitaux dans ses attributions, des avances qu'il peut récupérer en application de l'arrêté royal du 2 juin 1976 fixant les modalités d'octroi d'avance aux hôpitaux. La récupération de ces avances se fera proportionnellement au nombre de lits désaffectés.

Art. 27. Le Ministre compétent pour l'application de l'agrément et de la programmation des hôpitaux notifie le montant de l'indemnisation au demandeur en mentionnant la diminution éventuellement appliquée conformément à l'article 26 du présent arrêté.

#### CHAPITRE VI. — Avances et récupérations

Art. 28. Une avance sur l'indemnisation peut être octroyée. Elle ne peut cependant excéder 70 pour cent du montant évalué de l'indemnisation. Le solde du montant définitif de l'indemnisation est liquidé après instruction complète du dossier.

d) de investeringswaarde van de in aanmerking genomen goederen;

e) een lijst met de toelagen die om niet werden verkregen voor de betrokken goederen;

f) het dokument van de financiële instelling waaruit het opgevoerde bedrag blijkt van de gebeurlijke kosten van wederbelegging ontstaan ingevolge de vervroegde terugbetaling van leningen;

g) gebeurlijk de personeelskosten opgelopen vóór de ingebruikname van de betrokken bedden zoals bedoeld in artikel 16 van dit besluit;

h) de onderhoudskosten, de lasten voor de betaling van intresten van aangegane leningen en de afschrijvingskosten, overeenkomstig de bepalingen terzake voorzien in het opgelegd eenvormig boekhoudkundig plan voor de ziekenhuizen, zoals bedoeld in artikel 16 van dit besluit;

i) de voorgestane bestemming van de ziekenhuisvoorziening die niet wordt ingebruikgenomen, met een afschrift van de gebeurlijke ministeriële beslissing tot oprichting van verzorgingsbedden;

j) een afschrift van de stukken zoals deze worden vereist voor de vereffening van de toelagen en voor de eindafrekening van de aanname van werken, in het kader van de van kracht zijnde betoelagingsreglementering;

k) de timing van de omschakelingsoperatie of van de gebeurlijke ingebruikname van de ziekenhuisbedden;

l) de in artikel 33 bedoelde verbintenis.

#### Afdeling 2. — Vaststelling van het bedrag van de schadeloosstelling en de uitbetaling ervan

Art. 21. De aanvraag tot schadeloosstelling wordt, samen met de in artikel 20 bedoelde verantwoordingsstukken, door de Minister die de aanvraag heeft ontvangen, overgezonden naar de Minister die de verpleegdagprijs voor de ziekenhuizen onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 22. Het bedrag van de schadeloosstelling wordt, voor zover aan alle gestelde voorwaarden is voldaan, door de Minister die de verpleegdagprijs voor de ziekenhuizen onder zijn bevoegdheid heeft, vastgesteld overeenkomstig de regelen van dit besluit.

Art. 23. Het vastgestelde bedrag van de schadeloosstelling evenals de berekeningswijze ervan, worden schriftelijk medegedeeld aan de Minister die bevoegd is voor de toepassing van de erkenning en de programmatie van ziekenhuizen.

Art. 24. Het bedrag van de schadeloosstelling wordt door de Minister die de verpleegdagprijs voor de ziekenhuizen onder zijn bevoegdheid heeft aan de aanvrager uitbetaald voor zover de in artikel 23 bedoelde Minister tegen dit bedrag geen bezwaar heeft laten gelden binnen de vijftien dagen nadat hij hiervan in kennis werd gesteld.

Art. 25. Indien de in artikel 23 bedoelde Minister binnen de voormelde tijdspanne toch bezwaren maakt tegen het voorgestelde bedrag, dan wordt door hem overleg gepleegd met de Minister die de verpleegdagprijs voor de ziekenhuizen onder zijn bevoegdheid heeft, teneinde in onderling akkoord het bedrag vast te stellen dat door laatstgenoemde Minister aan de aanvrager zal worden uitbetaald.

Art. 26. Het bedrag van de schadeloosstelling dat aan de aanvrager wordt uitbetaald kan evenwel van ambtswege door de Minister die de verpleegdagprijs voor de ziekenhuizen onder zijn bevoegdheid heeft worden verminderd met de voorschotten die door hem kunnen worden teruggevorderd krachtens het koninklijk besluit van 2 juni 1976, houdende regeling van de vereffening van voorschotten aan de ziekenhuizen. Deze voorschotten worden teruggevorderd in verhouding tot het aantal bedden dat gedesaffecteerd wordt.

Art. 27. De Minister die bevoegd is voor de toepassing van de erkenning en de programmatie van ziekenhuizen stelt de aanvrager in kennis van het bedrag van de schadeloosstelling. Hierbij wordt melding gemaakt van de vermindering die gebeurlijk overeenkomstig artikel 26 van dit besluit wordt toegepast.

#### HOOFDSTUK VI. — Voorschotten en terugvorderingen

Art. 28. Er kan een voorschot op de schadeloosstelling worden verleend. Dit voorschot mag evenwel niet meer dan 70 percent van het geraamde bedrag van de schadeloosstelling bedragen. Het saldo van het definitief vastgestelde bedrag van de schadeloosstelling wordt vereffend nadat het dossier volledig is afgehandeld.

**Art. 29.** Si le gestionnaire d'un service hospitalier existant et agréé pour le traitement des malades atteints d'affections de longue durée (V), s'engage à reconverter le service progressivement, sur une période de trois ans, en une maison de repos et de soins, et que le Ministre compétent pour la programmation et l'agrément d'hôpitaux y consent, l'avance peut être de 50 pour cent du montant évalué de l'indemnisation.

L'avance peut être payée à partir du premier jour de la période de reconversion. Le solde du montant définitif de l'indemnisation peut être liquidé après que dix-huit mois de la période de reconversion se soient écoulés.

**Art. 30.** Pour le calcul du montant de l'avance sur l'indemnisation la valeur P de la formule prévue à l'article 7 de cet arrêté est égale au prix de journée appliqué le jour précédant la désaffectation, ou, dans le cas prévu à l'article 29, au prix de journée appliqué le dernier jour précédant celui de la période de reconversion.

**Art. 31.** La même procédure que celle prévue pour le montant définitif de l'indemnisation est applicable à la fixation et au paiement du montant de l'avance sur l'indemnisation.

**Art. 32.** En demandant l'attribution de l'indemnisation, le demandeur s'engage par écrit à observer strictement les conditions du présent arrêté.

En cas de non-respect de ces conditions, le Ministre compétent pour le prix de journée des hôpitaux peut récupérer, en tout ou en partie, le montant déjà liquidé.

Le montant récupéré peut aussi être déduit de l'intervention de l'Etat dans le prix de journée.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions finales

**Art. 33.** Le demandeur doit s'engager à utiliser par priorité l'indemnisation accordée pour les frais relatifs aux biens mobiliers et immobiliers, au paiement des charges relatives aux emprunts pour ces biens qui sont garantis par le Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales. Cet engagement se fait au moyen d'un formulaire dont le modèle est joint en annexe 2 du présent arrêté.

**Art. 34.** La décision de non-exécution totale ou partielle d'un projet de construction ou de fermeture ou de non-mise en exploitation d'un hôpital ou d'une partie de celui-ci est irrévocable si une indemnisation a été perçue aux termes des dispositions du présent arrêté.

**Art. 35.** L'arrêté royal du 20 juin 1983 fixant les conditions d'octroi de l'indemnisation pour la non-exécution de projets de construction d'hôpitaux et pour la fermeture et la non-mise en service d'hôpitaux ou de services hospitaliers, ainsi que le mode de calcul de l'indemnisation, modifié par les arrêtés royaux des 11 février 1985, 9 mai 1985, 2 août 1985, 30 juillet 1986 et 21 avril 1987, est abrogé.

**Art. 36.** Les dispositions de cet arrêté entrent en vigueur aux dates auxquelles elles étaient applicables en vertu de l'arrêté visé à l'arrêté 35.

**Art. 37.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Dorné à Bruxelles, le 19 mai 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

**Art. 29.** Indien de beheerder van een bestaande en erkende ziekenhuisdienst voor de behandeling van zieken die lijden aan langdurige aandoeningen (V) zich er toe verbindt de dienst progressief, over een periode van drie jaar, om te schakelen naar een rust- en verzorgingstehuis en de Minister bevoegd voor de programmatie en erkenning van ziekenhuizen hiermee instemt, dan bedraagt het voorschot 50 procent van het geraamde bedrag van de schadeloosstelling.

Het voorschot kan worden uitbetaald vanaf de eerste dag van de omschakelingsperiode. Het saldo van het definitief vastgestelde bedrag van de schadeloosstelling kan worden verreffend nadat acht-tien maanden van de omschakelingsperiode verstreken zijn.

**Art. 30.** Voor de berekening van het bedrag van het voorschot op de schadeloosstelling is de P-waarde in de formule voorzien in artikel 7 van dit besluit, gelijk aan de verpleegdagprijs die geldt op de dag vóór de desaffectatie, of in het geval bedoeld in artikel 29, de verpleegdagprijs die van toepassing is op de dag die aan de periode van omschakeling voorafgaat.

**Art. 31.** Voor de vaststelling van het bedrag van het voorschot op de schadeloosstelling alsmede voor de wijze waarop dit bedrag wordt uitbetaald geldt dezelfde procedure als deze voorzien voor het definitieve bedrag van de schadeloosstelling.

**Art. 32.** Bij de aanvraag tot toekenning van de schadeloosstelling verbindt de aanvrager er zich schriftelijk toe de voorwaarden van dit besluit strikt te zullen naleven.

Indien de gestelde voorwaarden niet worden nageleefd, kan de Minister die de verpleegdagprijs van de ziekenhuizen onder zijn bevoegdheid heeft, het reeds uitbetaalde bedrag geheel of gedeeltelijk terugvorderen.

Het teruggevorderde bedrag kan ook in mindering worden gebracht van de tussenkomst van de Staat in de verpleegdagprijs.

#### HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

**Art. 33.** De aanvrager moet zich er toe verbinden de schadeloosstelling, die toegekend wordt voor de kosten met betrekking tot de roerende en onroerende goederen, bij voorrang aan te wenden voor de betaling van de lasten betreffende de leningen voor deze goederen, die door het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen wordt aangegaan op het model van formulier dat in bijlage 2 van dit besluit volgt.

**Art. 34.** De beslissing tot de gehele of gedeeltelijke niet-uitvoering van een bouwproject, of tot de sluiting of de niet-ingebruikname van een ziekenhuis of van een gedeelte daarvan is onherroepelijk indien hiervoor krachtens de bepalingen van dit besluit een schadeloosstelling werd verkregen.

**Art. 35.** Het koninklijk besluit van 20 juni 1983 houdende vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de schadeloosstelling voor de niet-uitvoering van projecten van ziekenhuisbouw en voor de sluiting en de niet-ingebruikname van ziekenhuizen, evenals van de wijze waarop de schadeloosstelling wordt berekend, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 februari 1985, 9 mei 1985, 2 augustus 1985, 30 juli 1986 en 21 april 1987, wordt opgeheven.

**Art. 36.** De bepalingen van dit besluit treden in werking op de data waarop ze respectievelijk in voege zijn getreden door het in artikel 35 bedoelde koninklijk besluit.

**Art. 37.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 mei 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

## Annexe 1

## VALEUR DU COEFFICIENT Y

Destination du lit hospitalier désaffecté	Nombre de mois nécessaires pour la reconversion des lits de l'hôpital ou de service en lits de soins	A Hôpitaux avec services médico-techniques dont au moins la moitié des lits est désaffectée		B Autres hôpitaux que ceux repris sous A	
		Privé	Public (*)	Privé	Public (*)
1. Aucune destination		0,81	1,42	0,55	0,97
2. Ouverture de :					
- 1 lit de soins dans le service ou l'hôpital reconverti	0 mois	0,43	0,75	0,17	0,30
- 1 lit de soins dans une maison de repos agréée existante avant la fermeture	1 mois	0,47	0,79	0,21	0,34
	2 mois	0,52	0,84	0,26	0,39
	3 mois	0,56	0,88	0,30	0,43
	4 mois	0,60	0,92	0,34	0,47
	5 mois	0,64	0,96	0,38	0,51
	6 mois	0,69	1,01	0,43	0,56
	7 mois	0,73	1,05	0,47	0,60
	8 mois	0,77	1,09	0,51	0,64
	9 mois et +	0,81	1,13	0,55	0,68
3. Ouverture de :					
- 1 lit de soins dans le service ou l'hôpital reconverti	0 mois	0,26	0,45	0,05	0,08
- 1 lit de soins dans une maison de repos agréée non mise en service avant la fermeture du lit hospitalier	1 mois	0,29	0,48	0,08	0,11
	2 mois	0,32	0,51	0,11	0,14
	3 mois	0,35	0,54	0,13	0,16
	4 mois	0,38	0,57	0,16	0,19
	5 mois	0,42	0,61	0,19	0,22
	6 mois	0,45	0,64	0,22	0,25
	7 mois	0,48	0,67	0,25	0,28
	8 mois	0,51	0,70	0,27	0,30
	9 mois et +	0,54	0,73	0,30	0,33
4. Ouverture de :					
- 2 lits de soins dans une ou des maisons de repos agréées existantes avant la fermeture		0,63	1,10	0,37	0,65
5. Ouverture de :					
- 1 lit de soins dans une maison de repos agréée existante avant la fermeture		0,47	0,83	0,22	0,38
- 1 lit de soins dans une maison de repos agréée non mise en service avant la fermeture du lit hospitalier					
6. Ouverture de :					
- 2 lits de soins dans une ou des maisons de repos agréées non mise en service avant la fermeture du lit hospitalier		0,26	0,45	0,05	0,08
7. Ouverture de nouveaux lits d'hôpitaux		0,22	0,22	0,09	0,09
8. Ouverture de 1 lit de soins avec recyclage pour l'amélioration des qualités de soins (art. 7 de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux) : et/ou amortissement augmentée (arrêté royal du 13 décembre 1966)					
a) 1 lit de soins dans le service ou l'hôpital reconverti :	0 mois	0,40	0,69	0,14	0,24
	1 mois	0,43	0,72	0,17	0,27
	2 mois	0,46	0,75	0,20	0,30
	3 mois	0,49	0,78	0,23	0,33
	4 mois	0,52	0,81	0,26	0,36
	5 mois	0,56	0,85	0,30	0,40
	6 mois	0,59	0,88	0,33	0,43
	7 mois	0,62	0,91	0,36	0,46
	8 mois	0,65	0,94	0,39	0,49
	9 mois et +	0,68	0,97	0,42	0,52

Destination du lit hospitalier désaffecté	Nombre de mois nécessaires pour la reconversion des lits de l'hôpital ou de service en lits de soins	A Hôpitaux avec services médico-techniques dont au moins la moitié des lits est désaffectée		B Autres hôpitaux que ceux repris sous A	
		Privé	Public (*)	Privé	Public (*)
b) 1 lit de soins dans une maison de repos non mise en service avant la désaffectation du lit hospitalier :		0,40	0,69	0,14	0,24
c) 1 lit de soins dans une maison de repos agréée, existante avant la désaffectation du lit hospitalier :		0,54	0,94	0,28	0,49

(\*) Par public il faut entendre les hôpitaux qui sont exploités par l'Etat, un pouvoir local subordonné, une association intercommunale ou une association visée dans l'article 118 de la loi sur la C.P.A.S. Les hôpitaux privés sont tous les autres.

*Mode d'utilisation:*

Lorsqu'une situation regroupe plusieurs destinations, il convient d'additionner les différentes indemnités en affectant chacun des lits hospitaliers désaffectés du coefficient correspondant à sa destination. Lorsque plusieurs combinaisons de destination sont possibles, il faut prendre celle qui donne le coefficient le moins élevé.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 mai 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

Bijlage 1

WAARDE VAN DE COEFFICIENT Y

Bestemming van het gedesaffecteerde bed	Aantal maanden nodig voor de omschakeling van ziekenhuisbedden naar verzorgingsbedden	A Ziekenhuizen met medico-technische diensten waarvan tenminste de helft van de bedden wordt gedesaffect.		B Andere ziekenhuizen vermeld dan deze onder A	
		Private	Openb. (*)	Private	Openb. (*)
1. Zonder enige bestemming		0,81	1,42	0,55	0,97
2. Oprichting van :					
— 1 verzorgingsbed in een omgeschakeld ziekenhuis of ziekenhuisdienst	0 maanden	0,43	0,75	0,17	0,30
— 1 verzorgingsbed in een rustoord dat bestaat en erkend is vóór de desaffectatie van het ziekenhuisbed	1 maand	0,47	0,79	0,21	0,34
	2 maanden	0,52	0,84	0,26	0,39
	3 maanden	0,56	0,88	0,30	0,43
	4 maanden	0,60	0,92	0,34	0,47
	5 maanden	0,64	0,96	0,38	0,51
	6 maanden	0,69	1,01	0,43	0,56
	7 maanden	0,73	1,05	0,47	0,60
	8 maanden	0,77	1,09	0,51	0,64
	9 maanden en +	0,81	1,13	0,55	0,68
3. Oprichting van :					
— 1 verzorgingsbed in een omgeschakeld ziekenhuis of ziekenhuisdienst	0 maanden	0,26	0,45	0,05	0,08
— 1 verzorgingsbed in een rustoord dat erkend is doch niet in gebruik genomen vóór de desaffectatie van het ziekenhuisbed	1 maand	0,29	0,48	0,08	0,11
	2 maanden	0,32	0,51	0,11	0,14
	3 maanden	0,35	0,54	0,13	0,16
	4 maanden	0,38	0,57	0,16	0,19
	5 maanden	0,42	0,61	0,19	0,22
	6 maanden	0,45	0,64	0,22	0,25
	7 maanden	0,48	0,67	0,25	0,28
	8 maanden	0,51	0,70	0,27	0,30
	9 maanden en +	0,54	0,73	0,30	0,33

Bestemming van het gedesaffecteerd bed	Aantal maanden nodig voor de omschakeling van ziekenhuisbedden naar verzorgingsbedden	A Ziekenhuizen met medico-technische diensten waarvan tenminste de helft van de bedden wordt gedesaff.		B Andere ziekenhuizen vermeld dan deze onder A	
		Private	Openb. (*)	Private	Openb. (*)
4. Oprichting van : — 2 verzorgingsbedden in één of meerdere rustoorden die bestaan en erkend zijn vóór de desaffectatie van het ziekenhuisbed		0,63	1,10	0,37	0,65
5. Oprichting van : — 1 verzorgingsbed in een rustoord dat bestaat en erkend is vóór de desaffectatie van het ziekenhuisbed — 1 verzorgingsbed in een rustoord dat erkend is doch niet in gebruik genomen vóór de desaffectatie van het ziekenhuisbed		0,47	0,83	0,22	0,38
6. Oprichting van : — 2 verzorgingsbedden in één of meerdere rustoorden die bestaan doch niet in gebruik genomen zijn vóór de desaffectatie van het ziekenhuisbed		0,26	0,45	0,05	0,08
7. Ingebruikname van nieuwe ziekenhuisbedden		0,22	0,22	0,09	0,09
8. Oprichting van 1 verzorgingsbed met recyclage voor de verbetering van de kwaliteit van zorgverlening (artikel 7 van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen) en/of verhoogde afschrijving (koninklijk besluit van 13 december 1968) :					
a) 1 verzorgingsbed in een omgeschakeld ziekenhuis of ziekenhuisdienst:	0 maanden	0,40	0,69	0,14	0,24
	1 maand	0,43	0,72	0,17	0,27
	2 maanden	0,46	0,75	0,20	0,30
	3 maanden	0,49	0,78	0,23	0,33
	4 maanden	0,52	0,81	0,26	0,36
	5 maanden	0,56	0,85	0,30	0,40
	6 maanden	0,59	0,88	0,33	0,43
	7 maanden	0,62	0,91	0,36	0,46
	8 maanden	0,65	0,94	0,39	0,49
	9 maanden en +	0,68	0,97	0,42	0,52
b) 1 verzorgingsbed in een rustoord dat niet in gebruik genomen is vóór de desaffectatie van het ziekenhuisbed :		0,40	0,69	0,14	0,24
c) 1 verzorgingsbed in een rustoord dat bestaat en erkend is vóór de desaffectatie van het ziekenhuisbed :		0,54	0,94	0,28	0,49

(\*) Onder openbare ziekenhuizen wordt verstaan deze die uitgebaat worden door het Rijk, een ondergeschikt bestuur, een intercommunale vereniging of een vereniging bedoeld in artikel 118 van de O.C.M.W.-wet. De private ziekenhuizen zijn alle andere ziekenhuizen.

**Gebruikswijze :**

Wanneer in een bepaalde situatie verschillende bestemmingen worden gegeven aan de gedesaffecteerd ziekenhuisbedden, worden de verschillende bedragen van de schadeloosstelling samengeteld, deze worden elk berekend volgens de coëfficiënt die wordt toegepast in functie van bestemming van de gedesaffecteerd bedden. Indien meerdere combinaties qua bestemming mogelijk zijn, wordt deze gekozen met de minst hoge gemiddelde coëfficiënt.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 mei 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

## Annexe 2

## ENGAGEMENT SUR L'UTILISATION DU DEDOMMAGEMENT

Nom de l'établissement: . . . . . Date: . . . . .  
 Adresse: . . . . .  
 Je soussigné: . . . . .  
 agissant en tant que . . . . .  
 s'engage à utiliser par priorité le montant de l'indemnisation accordée pour les frais relatifs aux biens mobiliers et immobiliers à la suite de la fermeture (ou la non-mise en service de l'hôpital ou des services) . . . . .  
 (X lits), à l'apurement de la dette contractée pour les emprunts de ces biens qui sont garantis par le Fonds de Construction d'institutions hospitalières et médico-sociales.

Fait à . . . . .  
 le . . . . .

Nom et signature du responsable: . . . . .  
 . . . . .

Accord de (des) l'établissement(s) avec le(s) quel(s) l'hôpital a signé une ouverture de crédit ou contracté d'autres emprunts non garantis par le Fonds pour la Construction d'institutions hospitalières et médico-sociales.

Pour accord des institutions financières: . . . . .  
 . . . . .

Nom et signature du (des) responsable(s): . . . . .  
 . . . . .

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 mai 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi:

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Bijlage 2

## VERBINTENIS TOT AANWENDING VAN DE SCHADELOOSSTELLING

Naam van de inrichting: . . . . . Datum: . . . . .

Adres: . . . . .

Ik ondergetekende, . . . . .

handelend in de hoedanigheid van . . . . .

verbind me er toe het bedrag van de schadeloosstelling mij toegekend voor de kosten met betrekking tot de roerende en onroerende goederen, ingevolge de sluiting (of de niet ingebruikname) van het ziekenhuis (of diensten) . . . . .  
 (X bedden), bij voorrang aan te wenden voor de aanzuivering van de schuld aangegaan met betrekking tot de leningen voor deze goederen die gewaarborgd worden door het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen.

Opgemaakt te . . . . .

op . . . . .

Naam en handtekening van de verantwoordelijke: . . . . .  
 . . . . .

Akkoord van de instelling(en) met dewelke het ziekenhuis een kredietopening heeft onderschreven of andere leningen heeft aangegaan voor dewelke geen waarborg door het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen werd verleend.

Voor akkoord van de financiële instellingen: . . . . .  
 . . . . .

Naam en handtekening van de verantwoordelijke(n): . . . . .  
 . . . . .

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 mei 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningwijze

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE